



HAL
open science

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays “ sous régime d’aide ” Quelle mémoire du développement ?

Matthieu Brun, Franck Fortuné

► **To cite this version:**

Matthieu Brun, Franck Fortuné. La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays “ sous régime d’aide ” Quelle mémoire du développement ? . la fabrique de l’action publique dans les pays sous régime d’aide, Association pour l’anthropologie du changement social et du développement, Nov 2015, Cotonou, Bénin. <hal-01627383>

HAL Id: hal-01627383

<https://hal.science/hal-01627383v1>

Submitted on 1 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide »

Quelle mémoire du développement ?¹

Matthieu Brun, Franck Fortuné²

Version préliminaire – ne pas citer

¹ Cette communication s'inscrit dans le cadre du projet de recherche DeMeTer (Développement, Mémoire, Territoire) mis en oeuvre par le LAM, l'IFAID et Cap Coopération. Ce projet a reçu le soutien du Conseil régional d'Aquitaine

² SciencesPo Bordeaux, Les Afriques dans le monde (LAM), matthieu.brun@scpobx.fr, frank.fortune@scpobx.fr

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

Travailler sur la mémoire représente un intérêt tout particulier dans le monde de la coopération internationale et du développement. Se souvenir des interventions passées, dans leurs réussites comme dans leurs échecs, va nécessairement nourrir le débat des acteurs de l'aide sur son efficacité et ses modalités en introduisant une dimension temporelle. Notre communication se propose de discuter cette façon innovante d'apprécier qualitativement l'effet des ces interventions à partir d'une approche empirique centrée sur la mémoire des acteurs des "pays sous régimes d'aide" : y a-t-il une mémoire du développement et que devient-elle ?

« Une partie des associations n'archive rien. Ils n'ont pas le temps, pas beaucoup de moyens, et donc la mémoire se perd. Dans les associations intellectuelles, tout est archivé mais il n'y a pas le temps de divulguer... ou parfois divulguer devient une crainte. Dans les associations des droits de femme, tu trouves les mêmes têtes ! Et après, ça devient des experts bien payés qui veulent garder leur savoir. [...] Au Maroc, ça fait 50 ans que les programmes de développement disent travailler sur le renforcement de capacités. On a renforcé les capacités des ressources humaines, on a le contenant mais pas le contenu ».

Ces quelques mots empruntés à une responsable de réseau associatif marocain résumant à eux seuls les enjeux d'une recherche sur la mémoire du développement pour les sciences sociales et l'accompagnement de la réflexion des opérateurs de développement. Notre interlocutrice interrogeait à la fois la persistance des projets de développement, la gestion du passé par les individus et les organisations ainsi que la quasi-fuite de la mémoire. Dufumier et Gentil établissait déjà le constat selon lequel « la tendance naturelle dans un projet est toujours de considérer que l'histoire démarre avec le projet, de sous-estimer systématiquement ce qui s'est fait auparavant et de surestimer l'impact du projet »(1984, 25). Olivier de Sardan précisait lui aussi que les opérations de développement se « comportent volontiers comme si elles arrivaient sur un terrain vierge ». Il continue en mettant en lumière le paradoxe d'une « mémoire à l'évidence vivace chez les paysans » qui influencerait les réactions vis-à-vis d'opérations de développement (1995, 57). C'est ce paradoxe de la mémoire, entre la perception du "terrain vierge" chez les acteurs du Nord¹ et la "vivacité" présente chez les acteurs du Sud qui permet d'interroger sous un nouveau jour la circulation des normes et des instruments dans les pays récepteurs d'aide publique au développement (APD) où des « opérations volontaristes de transformation d'un milieu social sont entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu » (Olivier de Sardan 1995, 7). En effet, l'accumulation de projets et d'interventions, porteurs de normes, de concepts et de façons de faire laisse à l'évidence des traces matérielles et immatérielles. L'exploration de ces traces permettrait de dépasser les évaluations d'impacts pour saisir ce qui sur les temps longs demeurent et est approprié, rejeté ou hybridé à l'échelle du territoire et par qui. Par exemple, que reste t-il chez les acteurs sud de la notion de "bonne gouvernance" après 10 ou 20 ans de projets? Une pratique réelle? Une méthode? Une adaptation au langage des bailleurs?

¹ Nous employons à dessein une dichotomie entre acteurs Nord et acteurs Sud tout en étant bien conscients des limites empiriques et épistémologiques de cette différence. Il s'agit pour nous de nous situer au sens physique du terme dans certains espaces du développement plutôt que d'autres. Il ne s'agit pas de s'enfermer dans une vision stéréotypée des acteurs du Nord et du Sud mais plutôt de prendre le parti de les considérer dans leur diversité et de leur donner la parole. Par acteurs sud nous entendons donc ceux qui vivent là où les politiques de développement trouvent leur point d'impacts. Ils sont les destinataires et les témoins du déroulement des interventions de développement.

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

La question centrale de cette communication est donc quelles traces laissent les interventions de développement et la circulation des normes ainsi que des paradigmes véhiculés par l'APD chez les acteurs sud et que deviennent ces traces ? Nous avancerons ici l'hypothèse qu'il existe une mémoire chez les acteurs au Sud, et que celle-ci fait l'objet d'une mobilisation particulière dans les configurations développementistes. Par mémoire, nous entendons ici la représentation construite du passé (Fouéré 2010) présente chez les témoins des interventions de développement. Il s'agit de la mémoire des individus des pays récipiendaires d'APD tantôt qualifiés de bénéficiaire, d'acteurs, ou encore de "courtiers du développement". L'analyse se porte ici sur la mémoire que ces acteurs ont des projets, programmes ou plans qui impliquent la participation d'un bailleur, d'un opérateur de développement. Il ne s'agit donc pas de la mémoire des politiques publiques (bien qu'elles puissent être soutenues par la coopération internationale) et pas non plus de la mémoire des organisations et leur gestion du passé dans la mesure où cela nécessiterait un projet de recherche spécifique. Par circulation des normes et des instruments, nous entendons ici nous appuyer sur les travaux des *policy transfer studies* pour comprendre comment les « dispositif(s) à la fois technique et social d'organisation » et les « système(s) de représentation » (Lascoumes 2010) propre au système développementiste se construisent, se composent, se reconfigurent à travers la mobilisation de la mémoire des acteurs du Sud.

Cette communication n'a pas pour objectif de présenter des résultats mais propose une réflexion autour de la mobilisation d'un outil la mémoire pour explorer le développement. Ce travail est nourri de la littérature en science politique ainsi qu'en socio-anthropologie du développement et il bénéficie des apports de plusieurs missions de terrain réalisées au Maroc, à Madagascar et en Algérie. Nous voulons ainsi démontrer tout d'abord l'intérêt pour le chercheur en sciences sociales et le professionnel de caractériser et rechercher cette mémoire, et ensuite proposer des pistes méthodologiques. Dans une perspective comparatiste, nous avons trois terrains d'étude, la Maroc, l'Algérie et Madagascar qui composent, à des degrés et des historicités très différents, avec les politiques d'aide au développement.

Croiser mémoire et développement

Justifier de l'utilisation de l'objet mémoire dans le champ du développement n'est pas chose aisée. Pour ce faire, nous empruntons à la littérature sur les concepts de circulation, de transfert de normes et d'instruments pour mieux comprendre l'enchâssement des projets de développement avec les politiques publiques, et leur inscription dans le temps. Ici, cette dimension temporelle sera traitée par le prisme de la mémoire pour comprendre l'usage des représentations passées et les stratégies d'acteurs.

De quoi la mémoire est-elle l'objet?

Pour les personnes impliquées dans des programmes ou des projets de développement, qu'elles soient fonctionnaires, responsables d'ONG, experts, bénéficiaires etc., la fabrique du développement dans son historicité est difficile à retracer surtout lorsqu'on est structurellement dans une approche immédiate de l'action. Ce que Laborier et Trom dans leur analyse de l'historicité de l'action publique (2003) posent sous la forme de question : « Comment intégrer l'histoire dans le cadre d'une analyse centrée sur l'action, champ largement rebelle à toute identification de structures, historiques ou autres, en dehors du contexte immédiat des interactions interindividuelles ? ». Dans le cas particulier des configurations développementistes, une des explications de ce comportement "amnésique", ou tout du moins peu soucieux de l'antériorité, serait à chercher dans les modes opératoires eux

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

mêmes. L'approche projet, mode de livraison privilégié de l'aide au développement, fait ainsi l'objet d'abondantes critiques (Lavigne Delville 2012) et parmi elles, son caractère cyclique, qui, contrairement au développement, demeure ainsi à horizon fini, dans une approche immédiate de l'action. Effet induit, le développement en mode projet privilégie une succession de temps courts ce qui conduit à enfermer la plupart des acteurs de la configuration dans une gestion cyclique du temps. Ce séquençage cyclique et non linéaire du temps du développement présente une difficulté méthodologique quand il s'agit de convoquer les mémoires individuelles, à moins de s'intéresser spécifiquement à un type d'acteurs qui voit se succéder sur les temps longs les interventions et qui les resituent dans une forme de continuum historique.

On touche ici à la pertinence de l'objet de recherche et à la méthodologie à employer pour s'en saisir. La mémoire qui nous intéresse ici est donc moins celle de l'histoire du développement, jalonnée de grands rendez-vous internationaux, confondue parfois avec l'histoire des Relations Internationales, que celle portée par les récits des acteurs du Sud sur des projets ou des programmes en particulier. Ces porteurs de mémoire que retiennent-ils et pourquoi? Qu'elle soit physique ou immatérielle, présente ou enfouie dans des documents ou portée par des acteurs, la mémoire est une ressource pour ces derniers qui décident de la divulguer, de l'utiliser, de la taire pour orienter ou justifier une intervention. Cette manière d'envisager la mémoire comme un outil interroge aussi le chercheur en science politique sur les jeux d'acteurs et les recompositions de pouvoir.

La mémoire est en effet mobilisée dans l'espace public dans la mesure où c'est un « phénomène actuel, un lien vécu au présent éternel » comme l'explique Pierre Nora. Il nous faudra qualifier cette mobilisation et le degré de connaissance et d'utilisation des interventions passées dans la configuration développementiste, dans les nouveaux projets ainsi que dans l'espace public selon nos terrains d'étude. Il ne s'agit cependant pas de mythifier ou de surestimer les capacités réflexives des différents acteurs de la configuration développementiste mais plutôt de comprendre dans quelles mesures il y a des effets d'apprentissage à partir du souvenir des interventions. Notons ici que la mémoire est parcellaire, la mémoire demeure un « mode de sélection dans le passé » (Dosse 1998) et la restitution intégrale de ce passé est une « chose bien sûr impossible » (Todorov 1998, 14); la mémoire reste subjective et socialisée. Ces caractéristiques ne constituent pas un frein méthodologique, notamment sur la qualité des données recueillies, mais bien au contraire nous renseignent aussi sur les phénomènes de stratification des interventions chez les individus au Sud : de quoi se souvient-on après 20, 30 ou même 50 ans d'intervention? Quelle est la nature de ces souvenirs chez les individus récipiendaires de l'aide au développement?

Il s'agira ici de reconstituer la mémoire des bénéficiaires pour comprendre quelles sont les interventions identifiées par ces derniers comme ayant eu un impact sur leurs trajectoires individuelles ou collectives au sein d'un groupe social et de quelles manières ces interventions ont imprimé les pratiques des acteurs. Pour reprendre Lavabre, nous tenterons d'apporter des éléments de réponse à la question « à quelles conditions et selon quel agenda une expérience passée accède-t-elle à la présence et fait-elle l'objet de mise en récit ? » (Lavabre 2007, 147). Cette mobilisation de la mémoire du développement dans l'espace public permettra d'identifier les positionnements et les repositionnements des acteurs au sein de l'organisation qu'est la sphère développementiste. Ce questionnement mettra d'ailleurs en lumière l'autonomie relative des acteurs de la configuration dans les transferts de normes et plus globalement dans le cycle du projet. Interroger la mémoire c'est aussi interroger les rapports sociaux au moment même de l'évocation du passé ainsi que les représentations individuelles de la sphère développementiste. Cette question est particulièrement pertinente lorsque l'on envisage aussi de scruter l'action publique et l'enchevêtrement entre politiques publiques, politiques de développement et développement endogène. Les premiers

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

entretiens de terrain révèlent par exemple que les bénéficiaires et membres des associations locales de développement attribuent la responsabilité de la transformation des formes de solidarité traditionnelle à l'aide internationale dans le prolongement de la colonisation française. C'est un récit de nostalgie voire de traumatisme qui peut nous être livré donnant parfois lieu à l'expression de contestations ou de mécontentements vis à vis des promesses du développement, c'est à dire celles portées autrefois par des États nouvellement indépendants mais aussi celles qui sont contenues dans les discours des agences internationales ou des bailleurs bi/multilatéraux. L'observation des processus de transformation des États et des territoires sur les temps longs nous permettra ainsi de comprendre les expériences collectives de développement et de « relier les histoires politiques du développement avec les diagnostics affectifs et esthétiques qu'elles suscitent et qui les sous-tendent (Lachenal and Mbodj-Pouye 2014, 7).

De l'intérêt pour la science politique... et la recherche-action sur le développement.

Au sein des Relations Internationales, le développement, notion qui sous-tend notamment les politiques de coopération et d'aide au développement, peut être abordé comme un champ particulier de l'action publique. Particulier au sens où la présence dans la configuration développementiste d'acteurs internationaux, pourvoyeurs de financements, de modes de gestion et de techniques, conduit à une certaine extraversion des politiques publiques des pays « sous régimes d'aide ». Les *policy transfer studies* (PTS) se sont attardées sur ces processus de circulation. Dans son panorama sur les PTS, Delpeuch (2009) met en avant l'abondance de la littérature consacrée à la convergence des institutions et des politiques à l'échelle mondiale ; une analyse rendue possible grâce à l'utilisation méthodologique des concepts de transferts et de circulation des recommandations ou des recettes de politiques publiques. Dans notre recherche, les acteurs internationaux, comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) ou les Organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que d'autres acteurs nationaux positionnés dans plusieurs espaces de l'action publique (du local à l'international en passant par le national) seraient les promoteurs et les facilitateurs d'import-export de solutions spécifiques à travers des normes et des instruments.

Par instrument d'action publique, on entend « un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et significations dont il est porteur »(Lascoumes and Le Galès 2010). Cette approche par les instruments permet d'échapper à l'analyse par la substance des politiques publiques, pour se consacrer aux choix, aux valeurs, aux compromis politiques que ces instruments révèlent. En soi, ils constituent une forme de trace, notion sur laquelle nous reviendrons plus tard, et une forme « condensée de savoirs sur le pouvoir social et les façons de l'exercer »(Lascoumes and Le Galès 2010). Ces instruments sont ainsi porteurs de normes au sens de règles qui viennent encadrer le rapport du citoyen à la sphère publique (et vice-versa). La norme se définit de prime abord par son aspect formel, qui permet parfois de superposer une histoire des politiques publiques sur le pas de temps du législateur(Rose and Davies 1994). On envisage ici plutôt une approche cognitive qui aborde « le système de représentations et les normes de comportement induits par une politique publique »(Lascoumes 2010) ; dans la sphère développementiste, on préférera les normes produites par l'interaction entre acteurs à une approche par l'injonction normative supposée d'une politique et de ses instruments. Dans cette acception des définitions de "norme" et "d'instrument", nous rejoignons l'analyse promue dans les *policy transfer studies* ; à savoir que ces normes et ces instruments mis en œuvre dans la sphère développementiste circuleraient dans des espaces techniques où l'on assisterait à des phénomènes d'appropriation, d'hybridation et de « domestication » (Allal, Amin 2010) dans la construction de l'action publique. Ainsi, on pourrait envisager la norme par le prisme

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

de la sociologie de l'action, ce qui permettrait d'identifier les stratégies d'acteurs et les enjeux de la mobilisation de la mémoire dans le développement.

En quoi l'approche par la mémoire permet de s'inscrire et d'apporter une contribution nouvelle à cette littérature? La circulation est porteuse d'un « préjugé optimiste » au sens où la diffusion s'inscrit dans une certaine temporalité linéaire, du sommet vers la base, en écartant de fait les échecs (Haupt 2011). Le terme même de circulation entraîne avec lui une perception vertueuse de la diffusion et du transfert. Il invite à un stimulant « jeu de piste » qui conduit à suivre « à la trace » la carrière de concepts ou de modèles d'action publique, mais elle réserve au chercheur-pisteur quelques déceptions : en fait d'étapes, celui-ci trouvera le plus souvent sur son chemin un continuum car ces savoirs se forment dans le contexte même de leur « circulation » (Vauchez 2013). C'est là le point de départ de notre réflexion. La circulation des normes et des instruments laisse incontestablement des traces dont nous voulons suivre la piste et qu'il conviendra d'analyser à travers le concept de mémoire comme marqueur des processus d'acquisition des normes, des instruments et des modes d'action par les acteurs Sud. Mais la mémoire est bien plus qu'un ensemble de traces évoquées, elle est aussi une ressource qui permet à des acteurs de se positionner dans les configurations développementistes mais aussi dans l'espace politique à différentes échelles. Pour se saisir du continuum des savoirs, et de leurs mobilisations que nous pensons prégnant chez ces individus témoins de la superposition des interventions, l'intérêt est porté sur leurs trajectoires ; acteurs souvent multipositionnés et dont la mémoire, peut servir une trajectoire personnelle, mais peut aussi constituer un capital ressource pour dépasser l'approche projet. En effet, le capital accumulé par stratifications successives permet d'apporter un éclairage nouveau sur la circulation des modes de penser et de faire le développement, mais aussi de s'affranchir de l'amnésie induite par l'approche projet. Garaud et Rochette, à partir de projets mis en œuvre sur le littoral de Nador au Maroc se sont penchés sur l'isolement diachronique des interventions de développement et plus spécifiquement de l'approche projet (2012). Leur constat est similaire au nôtre lorsqu'ils écrivent que « chaque projet à des degrés divers s'affranchit en partie du legs des projets qui l'ont précédé sur le territoire (...) en n'établissant pas de continuité avec ceux-ci » (Garaud and Rochette 2012, 172). Sur leur terrain de recherche ils relèvent que l'hégémonie des consultants internationaux sur la conception et la mise en œuvre des projets ne permet pas de garantir la mémoire des interventions. Ils mettent également en cause le cloisonnement des initiatives engendré par la succession des cadres théoriques auxquels se réfèrent les interventions sur le littoral au nord du Maroc.

Penser la mémoire du développement en prenant appui sur la littérature consacrée à la circulation et au transfert des politiques publiques, permet ainsi d'ouvrir un nouveau cadre d'analyse qui s'inspire et prolonge la littérature des policy transfer studies. Travailler à la caractérisation de la mémoire chez les acteurs Sud et à la compréhension des enjeux de mobilisation de cette mémoire, permettrait d'offrir des clés de lecture sur les continuum des savoirs, et in fine sur leur possible matérialisation au service des projets de développement. Si la mémoire devient, sous quelque forme que cela soit, un capital transmissible, cela permettrait ainsi d'ouvrir un champ méthodologique important pour les opérateurs de développement qui souhaiteraient adopter une méthodologie similaire de relecture des interventions à l'échelle d'un territoire.

Considérations méthodologiques

Aborder les politiques de développement par la mémoire est en soi un choix méthodologique ; celui de « l'approche par le bas » qui permet de comprendre comment s'opèrent les reconfigurations dans les arènes développementistes à partir de la parole des acteurs. L'approche par le bas permet de

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

privilégier les stratégies d'acteurs et d'observer comment les individus se saisissent des projets de développement pour agir sur la circulation des normes et des instruments.

Traces matérielles et immatérielles

L'approche sur la mémoire des interventions de développement et sa mobilisation implique que nous identifions les traces matérielles et immatérielles de ces interventions pour comprendre la présence des interventions au quotidien. Nous allons ici revenir sur ce que sont ces traces pour évoquer ensuite les sources que nous utiliserons pour identifier ces matériaux de recherche.

Les traces des interventions de développement sont multiples, autant que le sont les formes d'interventions et leur degré de matérialité. Les traces peuvent être physiques, immatérielles, palpables ou invisible sur le territoire. Il s'agit tout d'abord des archives des interventions passées que l'on retrouvera à la fois dans les agences de développement, dans les administrations publiques mais aussi dans les ONG internationales et nationales. Les documents du cycle de projet, les rapports administratifs et financiers ainsi que les rapports d'évaluation sont des marqueurs de la mémoire des individus et des groupes. Ils permettront d'objectiver les trajectoires historiques du développement afin de les situer dans une échelle de temps et d'intervention. Ce repérage historique est nécessaire mais bien entendu insuffisant pour rechercher les traces des interventions. Il s'agit avant tout pour le chercheur de moyen de se repérer dans le discours des individus rencontrés et d'être en capacité de situer dans le temps et l'espace les références au passé et à l'histoire de nos interlocuteurs.

Cette étape sera aussi l'occasion d'observer le rapport qu'entretiennent nos interlocuteurs aux archives en matière d'accès, de contrôle ou de partage de l'information. En plus des archives, du papier, comme outil de traçabilité de la mémoire, il faudra interroger le territoire qui lui aussi porte la mémoire des interventions passées qui ont transformé le paysage. Il s'agit par exemple de périmètres irrigués, de systèmes d'irrigation, de centres de soins, d'écoles ou de marchés paysans locaux. Ces réalisations, dont les opérateurs de développement sont comptables, ont pu être détournées, hybridées ou au contraire laissées à l'abandon. Il nous appartiendra de caractériser ces processus d'appropriation/rejet du produit des projets de développement. Les traces du développement ne sont pas uniquement matérielles. Elles sont en effet à chercher dans les discours et les pratiques des individus qui prennent part au déroulement des interventions (degré d'utilisation du vocabulaire de la coopération, techniques utilisées au quotidien et leur degré d'inspiration des méthodologies de l'approche projet, etc.). Les pratiques sont une forme de mémoire active, de traces mises en actes. Les pratiques individuelles et collectives, comme le rappelle Bourdieu, produisent l'habitus « qui assure la présence active des expériences passées »(1980, 91). Les habitus sont des principes inconscients d'action car ils sont, comme le dit Bourdieu « déposés sous la forme de schèmes de perception, de pensées et d'action (...) qui garantissent la conformité des pratiques à travers le temps » voire même leur reproduction. Les pratiques comme traces immatérielles sont cependant difficiles à retracer pour le chercheur « pris dans l'action » de la reconstruction du souvenir. Il faut donc une grille de lecture fine de l'évolution et de l'Histoire du développement dans ces instruments, ces outils et ces discours pour resituer la pratique observable comme un reste du développement.

Deux outils méthodologiques utilisés par le chercheur seront mobilisés pour retrouver ces traces qui constitueront le matériau principal de l'analyse. Il s'agit d'entretiens ciblés et d'observations ethnographiques. Ces deux méthodes seront l'occasion de recueillir à la fois les récits sollicités et les récits spontanés. Les entretiens ciblés seront réalisés sur les différents terrains avec les acteurs de la configuration développementiste, y compris les non bénéficiaires, ceux qui se trouvent littéralement

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

à côté du projet. Ces entretiens semi-directifs informeront les processus de formations du souvenir, autrement dit, il s'agira de chercher quels sont les éléments qui participent à la construction du souvenir. De plus, les entretiens semi-directifs seront l'occasion d'établir des récits de vie où seront mis en lumière des raisons d'agir, des motivations sur l'usage de la mémoire dans l'espace public. Les observations ethnographiques et l'immersion sur des temps longs (plusieurs mois) sur les différents terrains d'enquête sont l'autre source de récolte du matériau mémoire. Notre présence sur le terrain ainsi que l'accompagnement d'exercices de capitalisation et d'évaluations sectorielles dans nos régions d'étude nous permettront d'observer les activités de groupe de l'intérieur en créant les conditions d'informalités nécessaires au recueil de données ce qui soulève d'importantes questions quant au statut de co-producteur de sens que ce soit dans l'entretien ou l'observation ethnographique.

Approcher la mémoire de l'acteur par sa trajectoire individuelle

Notre méthodologie implique, une fois les traces (re)trouvées, que nous chercherons moins à quantifier les références faites à l'histoire au passé qu'à comprendre la signification de ces mobilisations du passé, fussent-elles verbalisées ou comportementales. En d'autres termes, nous n'entendons pas faire de comparaison ou d'évaluation de la valeur du souvenir en fonction de repères chronologiques que nous aurons élaboré (voir infra). Il s'agit plutôt de comprendre la signification de ces appels au passé et les conditions de l'évocation du souvenir pour ensuite déceler sa mobilisation dans les trajectoires individuelles.

Une première difficulté méthodologique liée à l'exploration du passé est ici à relever et elle tient au caractère mouvant de la mémoire. Pierre Nora précise que la mémoire est ouverte à la dialectique du souvenir, c'est à dire de la discussion entre un souvenir passé revisité à l'aune d'un présent qui peut être totalement différent. Si l'utilisation par le chercheur de la mémoire peut rendre flou l'analyse c'est au contraire comme nous l'avons évoqué plus haut un parti pris pour saisir ce dont les acteurs de nos territoires d'étude se souviennent. Nous sommes bien conscients de la nécessaire distance qui doit s'installer entre le fait rapporté et le fait lui-même, ici le souvenir (une distance qui est d'ailleurs commune à toutes les formes de travaux empiriques basés sur le discours et l'analyse des représentations d'une réalité sociale). Cet exercice empirique requiert donc du chercheur qu'il mette tout en œuvre pour comprendre le processus de convocation du souvenir rapporté à la situation présente.

De plus, le souvenir en tant que significations sociales appartient à la sphère de l'intime, il est donc lié à des événements personnels qui ont marqué une trajectoire individuelle. Va donc se poser au chercheur la difficulté d'objectiver ces souvenirs individuels. En outre, si les souvenirs sont bien ceux d'un individu, ils sont socialisés et le processus de création d'un souvenir est enchâssé dans des récits collectifs et partagés au sein d'un groupe social. Paul Ricoeur nous rappelle ainsi que « les premiers souvenirs sont les souvenirs partagés » (2000, 147). Toute action visant à se souvenir dépend de l'inscription d'un individu dans un ou plusieurs cadres sociaux qui doivent être pris en compte pour comprendre le processus de socialisation attaché au souvenir (Halbwachs 1994; Calapodis 2014). En d'autres termes il s'agit de comprendre les récits collectifs, les rituels qui forment des repères dans la construction du souvenir individuel. En effet, le présent dans lequel se trouvent les acteurs de la configuration développementaliste influence la façon dont sont exprimés les souvenirs. Du souvenir individuel d'un projet ou d'une intervention dépend le récit des autres, de la communauté. Cette mémoire partagée est renforcée par des rituels sociaux et des commémorations. Dans le cas de la configuration développementaliste on peut s'interroger sur la présence ou l'absence de ces rituels et de ces mythes fondateurs. Les étapes du cycle du projet de développement peuvent produire des

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

rituels auxquels les bénéficiaires ou les populations sous projet se réfèrent dans la construction de leurs souvenirs. Ces rituels renforcent la mémoire partagée des interventions de développement car ils ont un caractère « automatique » dans la gestion du cycle de projet. On pensera notamment aux visites de terrain des bailleurs, aux diagnostics, aux séances de « pose de la première pierre » ou d'un panneau indiquant les financeurs, opérateurs et partenaires d'une intervention. Notre première exploration du terrain malgache a montré comment le territoire de la région Itasy était criblé de marqueurs de projets qui attribuent telle ou telles interventions à une agence d'aide, un bailleur multilatéral ou une ONG. Ils semblent structurer le paysage et sont autant de témoignages d'une intervention, voire de cénotaphes modernes, parfois commémorés au passage d'un représentant étrangers ou d'un décideur politique. Il faudra d'ailleurs explorer le territoire comme un lieu de cette mémoire projetée sur nos différents terrains. Comme nous l'avons souligné, notre approche ne concerne pas au sens strict les projets de développement mais toutes les formes d'intervention. Une attention particulière sera donc portée aux grands programmes comme l'ajustement structurel² qui, s'ils n'ont pas marqué physiquement le territoire ont imprimé leur marque dans la trajectoire des individus dans les pays en développement. Ensuite, une autre forme de difficultés méthodologiques de la relation entre le chercheur et son objet tient au statut de co-producteur de sens. Si les premiers terrains exploratoires ont révélé que les individus rencontrés expriment un réel intérêt pour cet exercice de convocation de la mémoire, ils ont également exprimé une forme de connaissance voire d'habitude à recevoir des chercheurs étrangers, du personnel d'agence ou des chargés d'évaluation. Il ne s'agit pas ici de prêter hâtivement des intentions aux individus que nous allons rencontrer mais plutôt de rester conscients du fait que le récit puisse être orienté en fonction du type d'attentes qu'on nous prêtera. Il s'agit d'une difficulté méthodologique à beaucoup de travail qualitatif basé sur les récits de vie et la parole mais il faudra être vigilant sur notre terrain à ne pas être à l'origine de la création du souvenir et donc à son orientation voire à son détournement. Notre statut de chercheur, notre nationalité, notre âge ou notre degré d'investissement dans la configuration développementaliste pourraient être autant de facteurs qui influenceront les perceptions des personnes à rencontrer et donc notre échange. Les intermédiaires que nous sommes pourrions à la fois être perçus comme des alliés ou des opposants.

Du travail d'enquête sur les mémoires du développement émergera des profils caractérisés par des récurrences dans la convocation du passé, sa reconstruction et sa mobilisation dans l'espace public. Nos travaux nous conduiront donc à établir des catégories ou du moins des profils de porteurs de mémoire. Plusieurs critères nous semblent pertinents pour réaliser cette catégorisation. Il nous semble tout d'abord important et fondamental de ne pas catégoriser les porteurs selon leur fonction ou leur occupation professionnelle au moment de nos enquêtes de terrain. Les premières enquêtes exploratoires de terrain au Maroc, à Madagascar et en Algérie ont mis en évidence la multiposition de ces porteurs de mémoire. La multiposition est à la fois sectorielle et liée aux fonctions et aux statuts sociaux au cours du temps. L'analyse des premières trajectoires individuelles de porteurs de mémoire sur nos terrain d'étude révèlent que nos interlocuteurs ont navigué entre les différents secteurs de l'aide (agriculture, alphabétisation, renforcement de capacité) au cours du temps. La multiposition tient également aux différents statuts occupés au cours de la vie d'un individu. D'abord paysan ou artisan, un individu aura pu se saisir d'opportunités dans le monde du développement ou à partir de son expérience du développement pour fonder une association, devenir leader dans une organisation syndicale ou professionnelle, consultants, élus... Ils incarnent le continuum dans la

² Les autorités malgaches ont mis en œuvre en 1981 un programme de stabilisation financière suivi d'une série de programmes d'ajustement structurel à partir de 1988. Le Royaume du Maroc a signé en septembre 1983 un plan de réforme économique et d'ajustement structurel avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. L'Algérie a signé en avril 1994 avec le FMI un programme d'ajustement structurel.

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

circulation des normes de développement : autant de traces immatérielles à collecter qui fournissent, entre autres, les matériaux de recherche sur la mémoire du développement. Il s'agira donc dans la construction de catégories de retenir des critères comme l'épaisseur des mémoires, les intérêts individuels et les types de trajectoires au cours du temps empruntés.

De la comparaison

Dans notre réflexion, la comparaison à partir de plusieurs cas d'étude permet à la fois de vérifier nos hypothèses de travail sur la mobilisation de la mémoire mais aussi de décentrer le regard sur cet objet à partir de 3 expériences nationales, au Maroc, à Madagascar et en Algérie. L'approche comparatiste nous permettra de dégager les particularismes nationaux ou territoriaux dans l'évocation et la mobilisation de la mémoire. En proposant de comparer les mobilisations de la mémoire ainsi que les trajectoires individuelles, nous envisageons de dépasser les limites de l'analyse comparative par secteur d'intervention publique (santé, agriculture, emploi etc.). Pour ce faire, nous envisageons de comparer deux éléments complémentaires : l'incidence des trajectoires nationales de développement sur la forme et la mobilisation de la mémoire de nos interlocuteurs et le référentiel utilisé dans l'évocation du passé.

Le rapport à l'Histoire du développement sur ces trois terrains d'étude est relativement différent. Cela tient à la fois au poids de l'héritage colonial français mais aussi aux conditions dans lesquelles ces États se sont émancipés et libérés de la puissance coloniale et se sont insérés dans les relations internationales. La présence de bailleurs et d'opérateurs de développement est ancienne au Maroc et à Madagascar. L'agence américaine de développement USAID a par exemple fêté le 50ème anniversaire de sa présence au Maroc en 2012 et la Banque mondiale intervient depuis 1966 (1er projet routier) à Madagascar. L'Algérie bien que détentrice d'une rente pétrolière significative n'est pas exempt d'interventions et de programmes de développement menés par l'Union européenne ou les agences des Nations Unies. Il faut d'ailleurs préciser que nous n'excluons ni ne nous concentrons sur un unique bailleur puisque ce n'est pas le type d'intervention (les plans d'ajustement structurels, les politiques de développement rural, les programmes concertés multi-acteurs...) qui nous intéresse mais bien la mémoire qu'en ont nos interlocuteurs. Ces trois pays ont connu des transformations politiques majeures - dans des temporalités non identiques et selon une trajectoire différente - depuis leur indépendance. Les systèmes politiques, administratifs, économiques et sociaux sont très différents aujourd'hui, ce qui présente un intérêt particulier pour l'analyse de la mémoire du développement. Il faudra en effet questionner l'effet et les incidences des trajectoires de ces trois États ainsi que de leurs politiques publiques sur la forme, l'épaisseur et la mobilisation de la mémoire du développement. La comparaison entre les terrains malgaches, marocains et algériens et leurs expériences nationales de développement ou de transformations politiques successives nous permettront ainsi de questionner l'adéquation entre les temporalités du développement « par le haut » et les réalités subjectives des perceptions du passé « par le bas » mêlant nostalgie, rancœur et insatisfactions.

Pour ce faire, il faut également questionner et comparer les référentiels convoqués dans le souvenir et son évocation. La question est ici de savoir quels sont les repères utilisés lorsque sont convoqués les souvenirs du développement pour comprendre dans le même temps les visions du monde et les représentation du champs développementiste. Il s'agit de savoir quel récit collectif est mobilisé par nos interlocuteurs, à quel(s) référentiels font-ils référence dans l'évocation du passé. Deux types de référentiels sont, selon nos premières données de terrain, mobilisés, il s'agit d'un référentiel transnational et d'un référentiel stato-centré. Par référentiel transnational nous faisons référence dans notre cas d'étude aux grandes temporalités de l'aide. La question est ici de savoir si les acteurs

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

identifient les mêmes changements de paradigmes, de modes ou de normes (gouvernance, renforcement de capacités, approche projet...) aux mêmes dates. Le référentiel stato-centré est quant à lui centré sur l'État et ses politiques publiques et non pas sur les temporalités du développement au niveau international. Il ne faudra pas envisager ces référentiels de manière figée mais bien considérer les formes de porosité et le va-et-vient possible entre les récits qu'opéreront les acteurs interrogés.

Conclusion

Cette communication visait à apporter des éléments de réflexion quant à une partie des questionnements qui anime une équipe de recherche autour de la mémoire du développement à l'échelle de plusieurs territoires. L'enquête que nous entendons mener sera centrée sur les acteurs de la configuration développementiste et en particulier les bénéficiaires des interventions de développement, les populations sous projet y compris celles qui sont à côtés ou en dehors. Les raisons qui nous poussent à focaliser notre attention sur ce groupe d'acteurs dans son rapport à l'accumulation des interventions de développement sont liées à des enjeux théoriques et empiriques autant qu'à des considérations méthodologiques pour les opérateurs de développement.

Les enjeux théoriques de cette recherche sont de trois ordres. Il s'agit tout d'abord de faire un pas de plus dans l'objectivation du poids des interventions passées dans le présent des individus, la manière dont ils appréhendent les nouvelles interventions et leur lot de normes et d'instruments qui y sont véhiculés, leur positionnement vis à vis de l'accumulation des interventions de développement et leur rapport à la fabrique des politiques publiques dans des contextes de dilution ou de réaffirmation de la puissance publique. Le deuxième enjeu théorique visé par nos travaux est d'apporter une contribution à la littérature sur les *Policy Transfer Studies* au travers d'une approche par le bas et par la mémoire de la circulation des normes et des instruments. Enfin, cette recherche comporte un enjeu théorique lié à son objet même, voire à son parti-pris théorique, c'est-à-dire la mémoire utilisée pour relire l'historicité de l'action publique et analyser le développement comme champs d'action³. L'intérêt théorique de cette recherche se cristallise autour d'un enjeu empirique, contribuer à la recherche sur le développement au travers d'une méthode comparative et qualitative qui pourra ensuite être mobilisée ou appropriée par les opérateurs de développement.

³ Voir à ce sujet les débats autour de l'entretien et les récits en sociologie de l'action publique (Bongrand and Laborier 2005; Pinson and Pala 2007)

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

Bibliographie

- Allal, Amin. 2010. "Quand L'essentiel Est de Participer". *Sociologie Politique de Projets Internationaux de Développement Au Maroc et En Tunisie*, "Revue économie et Institutions", no. 12: 101–22.
- Bongrand, Philippe, and Pascale Laborier. 2005. "L'entretien dans l'analyse des politiques publiques : un impensé méthodologique ?" *Revue française de science politique* 55 (1): 73.
- Bourdieu, Pierre. 1980. *Le sens pratique*. Paris, France: les Éd. de Minuit, impr. 1980.
- Calapodis, Michel. 2014. "Trajectoire mémorielle entre continuités et ruptures : l'exemple de la communauté grecque à Marseille au XIXe siècle." *Conserveries mémorielles. Revue transdisciplinaire de jeunes chercheurs*, no. 15 (May).
- Delpuech, Thierry. 2009. "Comprendre la circulation internationale des solutions d'action publique : panorama des policy transfer studies." *Critique internationale* n° 43 (2): 153–65.
- Dosse, François. 1998. "Entre Histoire et Mémoire: Une Histoire Sociale de La Mémoire." *Raison Présente*, September, 5–24.
- Fouéré, Marie-Aude. 2010. "La Mémoire Au Prisme Du Politique." *Cahiers D'études Africaines*, no. 197 (January): 5–24.
- Garnaud, Benjamin, and Julien Rochette. 2012. "Rôle et limites de l'approche projet dans l'aménagement du littoral à Nador (Maroc)." *Revue Tiers Monde* n°211 (3): 169–88.
- Gentil, Dominique, and Marc Dufumier. 1984. "Le Suivi-évaluation Dans Les Projets de Développement Rural. Orientations Méthodologiques." *AMIRA*, no. 44: 7–80.
- Halbwachs, Maurice. 1994. *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris, France: Albin Michel.
- Haupt, Heinz-Gerhard. 2011. "Une nouvelle sensibilité : la perspective « transnationale »." *Cahiers Jaurès* N° 200 (2): 173–80.
- Laborier, Pascale Directeur de la publication, and Danny Directeur de la publication Trom, eds. 2003. *Historicités de l'action publique*. Paris, France: Presses universitaires de France.
- Lachenal, Guillaume, and Aïssatou Mbodj-Pouye. 2014. "Restes du développement et traces de la modernité en Afrique." *Politique africaine* 135 (3): 5.
- Lascombes, Pierre. 2010. "Normes." *Références*, February, 391–97.
- Lascombes, Pierre, and Patrick Le Galès. 2010. "Instrument." *Références*, February, 325–35.
- Lavabre, Marie-Claire. 2007. "Paradigmes de la mémoire." *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial*, no. 5 (December): 139–47.
- Lavigne Delville, Philippe. 2012. "Affronter l'incertitude ?" *Revue Tiers Monde* 211 (3): 153–68.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1995. *Anthropologie et Développement, Essai En Socio-Anthropologie Du Changement Social*. Karthala. Hommes et Sociétés. Paris.
- Pinson, Gilles, and Valérie Sala Pala. 2007. "Peut-on vraiment se passer de l'entretien en sociologie de l'action publique ?" *Revue française de science politique* Vol. 57 (5): 555–97.
- Ricœur, Paul. 2000. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris, France: Ed. du Seuil, DL 2000.
- Rose, Richard, and Phillip L. Davies. 1994. *Inheritance in Public Policy: Change Without Choice in Britain*. Yale University Press.

Matthieu Brun, Franck Fortuné

La dimension temporelle de la circulation des normes et des instruments dans les pays « sous régime d'aide » : Quelle mémoire du développement ?

Todorov, Tzvetan. 1998. *Les abus de la mémoire*. Paris, France: Arléa, 1998.

Vachez, Antoine. 2013. "Le prisme circulatoire. Retour sur un leitmotiv académique." *Critique internationale* N° 59 (2): 9–16.